

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 3–6 juin 2013

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2013/9-B/2

17 mai 2013
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 200540

**Assistance alimentaire ciblée en faveur
des victimes du conflit armé et d'autres
groupes vulnérables**

Nombre de bénéficiaires	4 221 000
Durée du projet	30 mois juillet 2013–décembre 2015
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	243 516 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	164 215 795
Coût des transferts monétaires et des bons pour le PAM	38 183 009
Coût total pour le PAM	458 650 623

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMJ*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attachée de liaison principale, OMJ: Mme N. Hegazy tél.: 066513-3189

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645/2558).

* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe)

RÉSUMÉ

La République démocratique du Congo continue d'être le siège de conflits armés et de déplacements massifs de populations – 2,6 millions de personnes ont dû quitter leur domicile depuis 2009, essentiellement dans l'est – et le pays est toujours confronté à une crise économique dont il ne voit pas la fin. La faiblesse de la gouvernance et la corruption réduisent les capacités du pays de faire face à ces crises. Malgré le formidable potentiel agricole et l'abondance des ressources, 70 pour cent des 73,6 millions d'habitants vivent dans la pauvreté, et 6,4 millions d'entre eux sont dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë. Le taux de malnutrition aiguë globale est compris entre 6,5 pour cent et 14,9 pour cent; au demeurant, il dépasse largement le seuil de 15 pour cent dans certains secteurs. La prévalence du retard de croissance atteint 40 pour cent.

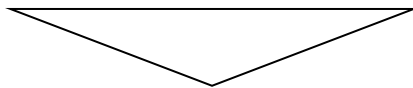
Le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire, soit 75 pour cent, masque de fortes disparités d'une province à l'autre et entre zones urbaines et zones rurales; les pourcentages les plus élevés d'enfants non scolarisés sont constatés dans les zones où les déplacements de population sont les plus importants. Les facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire sont notamment la pauvreté, le manque d'infrastructures, la mauvaise utilisation des denrées alimentaires et l'accès réduit aux marchés. Dans la partie orientale de la République démocratique du Congo, les marchés sont bien intégrés et achalandés en produits alimentaires variés pendant toute l'année; il est donc envisageable d'utiliser les transferts monétaires et les bons dans cette partie du pays.

Conformément à l'examen de la stratégie de pays réalisé en 2012, les objectifs de la présente intervention prolongée de secours et de redressement sont les suivants:

- fournir aux personnes déplacées dans leur propre pays et aux réfugiés dans les zones touchées par la crise une assistance alimentaire destinée à sauver des vies (Objectif stratégique 1);
- réduire la prévalence de la malnutrition aiguë en apportant un soutien nutritionnel aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes (Objectif stratégique 1);
- faciliter l'accès aux marchés et à l'éducation, et apporter une assistance nutritionnelle aux rapatriés, aux personnes retournant chez elles et aux communautés en situation d'insécurité alimentaire afin de contribuer aux premières phases de redressement (Objectif stratégique 3);
- renforcer la résistance aux nouveaux chocs des communautés en situation d'insécurité alimentaire grave (Objectif stratégique 2);
- renforcer la capacité des pays de concevoir et gérer des programmes d'alimentation et de nutrition et de se préparer aux catastrophes (Objectif stratégique 5).

Ces objectifs appuient la stratégie de réduction de la pauvreté arrêtée par le Gouvernement pour la période 2011–2015 et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2013–2017, et contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 4 et 6.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement République démocratique du Congo 200540 "Assistance alimentaire ciblée en faveur des victimes du conflit armé et d'autres groupes vulnérables" (WFP/EB.A/2013/9-B/2), qui est proposée.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

Contexte général

1. La République démocratique du Congo (RDC) est un pays à faible revenu et à déficit vivrier, classé au dernier rang selon l'indice de développement humain de 2011¹ et l'indice global de la faim², et 142^{ème} sur 146 pays pour l'indice d'inégalité du genre. La RDC est le deuxième pays d'Afrique par superficie, avec 2,4 millions de kilomètres carrés, et le troisième par la population: le pays compte 75,5 millions d'habitants³, dont 70 pour cent vivent dans des zones rurales, et son taux de croissance démographique annuelle est de 2,6 pour cent. Malgré le formidable potentiel agricole et l'abondance des ressources, 70 pour cent de la population vit dans la pauvreté⁴; le revenu moyen par habitant est de 225 dollars É.-U.⁵ Entre 70 et 80 pour cent des ruraux vivent de l'agriculture de subsistance.
2. Dix-sept années de conflit, la faiblesse de la gouvernance, la corruption et l'érosion de l'autorité de l'État ont contribué à réduire les capacités nationales d'atténuer la pauvreté et de faire face aux crises humanitaires. L'aide internationale reste indispensable pour le rétablissement de la paix et la fourniture d'un soutien humanitaire.
3. Depuis l'élection présidentielle de 2011, l'insécurité s'est aggravée dans l'est de la RDC, à mesure que le conflit impliquant le mouvement du 23 mars⁶ et d'autres groupes armés s'intensifiait. Les pourparlers de paix entre le mouvement et le Gouvernement ont repris récemment mais leur issue demeure incertaine.
4. Des combats sporadiques se poursuivent dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Dans le nord du Katanga, la présence des milices Mai Mai et le redéploiement au Nord-Kivu des forces armées nationales et des troupes de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) ont provoqué le déplacement de 255 000 personnes en 2012. Dans la Province Orientale, les attaques de groupes armés se sont multipliées et ont gagné de nouvelles zones.
5. Selon le Plan d'action humanitaire 2013, 2,6 millions de personnes ont été déplacées depuis 2009, essentiellement dans les provinces orientales, et 755 000 personnes sont retournées dans leurs zones d'origine. Pour ce qui concerne les personnes déplacées, 70 pour cent vivent dans des familles d'accueil dont la sécurité alimentaire est sous pression; 450 000 personnes se sont réfugiées dans des pays voisins⁷, dont 63 500 devraient être rapatriées en 2013. La RDC accueille 140 000 réfugiés en provenance d'Angola, du Burundi, de République centrafricaine et du Rwanda.

¹ Programme des Nations Unies pour le développement. *Rapport sur le développement humain 2011*. New York.

² Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. *Indice de la faim dans le monde 2011*. Washington.

³ Central Intelligence Agency. *World Factbook*. Washington.

⁴ Gouvernement de la RDC. 2011. Document de stratégie de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Kinshasa.

⁵ Banque centrale du Congo. 2012. *Bulletin d'informations statistiques de mars 2012*. Kinshasa.

⁶ Groupe de militaires rebelles qui opère dans le Nord-Kivu.

⁷ Dont 70 000 pour l'année 2012.

6. Les indicateurs sociaux sont désastreux: l'espérance de vie est de 45 ans, la mortalité maternelle est de 540 pour 100 000 naissances vivantes, la mortalité infantile est de 158 pour 1 000 enfants de moins de 12 mois et la mortalité juvénile est de 97 pour 1 000 enfants de moins de 5 ans. La moitié des adolescentes sont mères d'au moins un enfant. Le VIH est un problème de santé publique avec une prévalence de 2,6 pour cent en 2012⁸, qui atteint 3,2 pour cent chez les femmes enceintes⁹. La moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable, et 14 pour cent seulement des ménages ont accès à un assainissement approprié¹⁰.
7. Les violations des droits de l'homme par l'armée et les groupes rebelles, qui sont largement répandues, consistent notamment en harcèlement, exploitation sexuelle, enrôlement forcé d'enfants soldats, enlèvements, pillages et vols; 4 300 viols ont été signalés au premier semestre de 2012, la plupart dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu¹¹.
8. Le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire, soit 75 pour cent, masque de fortes disparités d'une province à l'autre et entre zones urbaines et zones rurales. Les déplacements massifs de populations, l'insécurité, la destruction et l'occupation des écoles, l'enrôlement forcé par les groupes rebelles, le mariage précoce et le travail des enfants font obstacle à la scolarisation et aggravent la pauvreté et l'insécurité alimentaire. C'est dans les zones concernées par les déplacements de populations que la proportion d'enfants non scolarisés est le plus élevée; ce taux culmine à 44 pour cent au Nord-Kivu¹². Les principaux motifs de la non fréquentation scolaire sont notamment l'impossibilité de payer les frais de scolarité, la dégradation des infrastructures et le manque d'enseignants du fait de la faiblesse des rémunérations.

Situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition

9. Selon la classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC) établie en décembre 2012, 6,4 millions de personnes étaient en phase 3 – crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence nécessitant une aide humanitaire – 1 million de plus qu'en juin 2012¹³. Les ménages dirigés par une femme sont particulièrement vulnérables du fait de leur accès limité à l'emploi et à la terre. Dans les zones de conflit, la violence sexuelle empêche les femmes de cultiver et de gagner leur vie.
10. L'analyse des tendances montre que les chocs sont liés principalement aux tensions régionales dans l'est de la RDC et aux conflits intercommunautaires dans l'ouest, et aggravés par la vulnérabilité aux risques naturels sur les rives des lacs dans le Katanga, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, la Province Orientale et la Province de l'Équateur.
11. Dans les provinces orientales, les conflits sont la principale cause d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Les études menées par le PAM et le Gouvernement entre

⁸ Ministère de la santé/Programme national multisectoriel de lutte contre le VIH/sida (PNMLS). 2012. *Rapport d'activité sur la riposte au VIH/sida en R.D. Congo, 2012*. Kinshasa.

⁹ Ministère de la santé/PNMLS. 2011. *Rapport de séro-surveillance du VIH chez les femmes enceintes fréquentant les structures de consultation prénatale*. Kinshasa.

¹⁰ Ministère de la planification/Institut national des statistiques/Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). mai 2011. *Enquête en grappes à indicateurs multiples 2010*. Kinshasa.

¹¹ Données du Fonds des Nations Unies pour la population pour la RDC, premier semestre 2012.

¹² UNICEF/Département pour le développement international/Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Août 2012. *Enquête nationale sur la situation des enfants en dehors de l'école*. Kinshasa.

¹³ Niveaux IPC (version 2) 1 – aucune insécurité alimentaire grave; 2 – situation alimentaire sans pression; 3 – crise; 4 – urgence; et 5 – catastrophe. Les niveaux 3 à 5 nécessitent une intervention humanitaire.

- 2011 et 2013 montrent que 24 pour cent à 47 pour cent des ménages ont un score de consommation alimentaire insuffisant ou limite.
12. L'isolement et l'effondrement récent du secteur minier sont la cause de l'insécurité alimentaire et du chômage généralisés qui règnent au Katanga et au Kasai-Oriental. Dans les provinces de l'Équateur, de Bandundu et du Bas-Congo, l'insécurité et la malnutrition sont dues à l'isolement, au mauvais état des infrastructures, à des décennies de mauvaise gouvernance et au manque d'accès aux services sociaux.
 13. Sur les 110 000 personnes déplacées qui vivent dans des camps au Nord-Kivu, 75 pour cent étaient en situation d'insécurité alimentaire en janvier 2013; 70 pour cent des personnes déplacées se sont installées dans des communautés d'accueil vivant déjà elles-mêmes en situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Selon des évaluations récentes, 60 pour cent à 70 pour cent des personnes déplacées nouvellement arrivées sont exposées à l'insécurité alimentaire.
 14. La prévalence nationale de la malnutrition chronique¹⁰ est très élevée avec un taux de 43 pour cent¹⁴, et il atteint 58 pour cent dans certaines provinces; ce taux est de 47 pour cent dans les zones rurales et de 34 pour cent dans les zones urbaines. D'après la dernière enquête nutritionnelle nationale¹⁰, la malnutrition aiguë globale, qui est comprise entre 6,5 pour cent et 14,9 pour cent selon les provinces, est de 10,7 pour cent et la malnutrition aiguë grave de 5,2 pour cent¹⁵.
 15. La portée insuffisante des services de santé, un régime alimentaire dominé par le manioc et pauvre en éléments nutritifs et la médiocrité des pratiques de soins aux enfants augmentent l'incidence de la malnutrition. Le manque de revenus contraint les agriculteurs à vendre des denrées alimentaires pour faire face à des besoins immédiats, même quand elles ne suffisent pas à leur consommation personnelle.
 16. En RDC, 40 pour cent des produits alimentaires sont importés. Le manioc et le maïs sont les deux produits de base pour la plus grande partie de la population. Les femmes jouent un rôle important sur les marchés locaux, où elles vendent de la farine de manioc, du maïs, du riz, des tubercules, des légumes secs, du poisson séché et de l'huile de palme.
 17. Bien que les marchés soient en général bien achalandés, les prix alimentaires demeurent élevés et instables depuis 2008. Le manque d'infrastructures, l'insécurité et les fluctuations saisonnières réduisent encore l'accès des plus pauvres aux produits alimentaires.
 18. Le marché de Goma et la plupart des marchés de l'est de la RDC sont bien intégrés et offrent des produits variés toute l'année; les marchés du Katanga reçoivent des approvisionnements importants en provenance de Zambie. Mais dans la partie occidentale de RDC et dans la province de l'Équateur, la faible intégration des marchés et l'insuffisance des infrastructures limitent la diversification et la valorisation des produits alimentaires. Les études de marché montrent que les prix sont en général compétitifs, et

¹⁴ Un taux de retard de croissance de 20 à 29 pour cent est "moyen", de 30 pour cent à 39 pour cent est "élevé", et de 40 pour cent est "très élevé". Organisation mondiale de la Santé: Base de données mondiale sur la croissance et la malnutrition de l'enfant. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.who.int/nutgrowthdb/about/introduction/en/index5.html>.

¹⁵ Un taux de malnutrition aiguë globale de 5 pour cent à 9 pour cent est "faible", de 10 pour cent à 14 pour cent est "grave", et supérieure à 15 pour cent est "très grave". *Ibid.*

que les commerçants sont capables d'absorber une demande supplémentaire sans que cela entraîne une inflation des prix¹⁶.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTION DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

19. La Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (2011–2015) arrêtée par le Gouvernement vise à améliorer les conditions de vie en atteignant les cibles fixées dans les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015¹⁷. Les quatre buts poursuivis sont les suivants: i) renforcer la gouvernance et la paix; ii) diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi, notamment en renforçant le secteur agricole, afin de parvenir à la sécurité alimentaire; iii) améliorer l'accès aux services de base et renforcer le capital humain, notamment en favorisant l'accès à l'éducation et en améliorant la santé et la nutrition; et iv) protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique. Cette stratégie reconnaît que la protection sociale doit permettre de réduire les inégalités et la vulnérabilité.
20. Le Plan national de sécurité alimentaire (2011–2020) vise à réduire l'insécurité alimentaire et à améliorer les conditions d'existence grâce à l'augmentation de la production agricole.
21. La politique nationale de nutrition (2000) est en cours de révision, avec le soutien de l'UNICEF, du PAM et d'autres partenaires. Les mises à jour et les innovations concernent notamment la prévention de la malnutrition chronique, l'utilisation de suppléments alimentaires prêts à l'emploi, et la mise en place de normes permettant de prendre des décisions éclairées en matière de santé publique.
22. La stratégie pour le développement de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel (2010–2016) et le plan intérimaire (2012–2014) arrêtés par le Gouvernement visent à progresser vers l'accès à l'éducation pour tous, notamment pour les filles. Le Gouvernement s'est engagé à supprimer les frais de scolarité, qui empêchent les plus pauvres d'accéder à l'école.

Politiques, capacités et actions des autres intervenants importants

23. Le plan d'action humanitaire pour 2013 appelle à mobiliser 900 millions de dollars pour prendre en charge les besoins d'intervention immédiate dans l'est; 252 millions de dollars sont destinés à financer les interventions visant à renforcer la sécurité alimentaire.
24. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2013–2017) appuie la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté arrêtée par le Gouvernement et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en mettant l'accent sur les points suivants:
 - renforcement institutionnel et bonne gouvernance;

¹⁶ Profil de marché établi par le PAM à Masisi, Rutshuru et Lubéro dans le Nord-Kivu, 2011. Étude de faisabilité des transferts monétaires et des bons à Beni, Nord-Kivu, qui complète l'étude de faisabilité à Goma, mai 2012.

¹⁷ Réduction du taux de pauvreté à 60 pour cent, taux net d'inscription dans les écoles primaires augmenté de 75 pour cent à 93 pour cent, 16 pour cent de réduction annuelle des enfants souffrant d'insuffisance pondérale, création d'un million d'emplois par an, et inflation de 9 pour cent au maximum.

- croissance en faveur des pauvres et création d'emplois;
 - fourniture de services de base;
 - lutte contre le VIH;
 - protection de l'environnement, et prévention des catastrophes liées au changement climatique et atténuation de leurs effets; et
 - stabilisation et consolidation de la paix.
25. Les priorités de l'UNICEF sont la nutrition et l'enseignement primaire. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a pour objectif d'accroître la production agricole, de renforcer la protection de l'environnement et de soutenir le redressement des communautés dans les zones touchées par les conflits. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) concentre son action sur la protection et l'aide aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées qui vivent dans des camps. La stratégie d'aide-pays (2013–2016) de la Banque mondiale appuie la consolidation de la paix et le renforcement de la gouvernance dans les provinces orientales. Le Programme des Nations Unies pour le développement se concentre sur la consolidation de la paix, le renforcement des institutions démocratiques, la planification du développement, le changement climatique et la gestion des ressources naturelles.
26. La MONUSCO envisage de se désengager progressivement de la partie occidentale du pays tout en maintenant son mandat dans la partie orientale touchée par le conflit.
27. Les activités de secours et de développement s'appuient sur un réseau d'organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales, essentiellement dans l'est de la RDC, qui sont des partenaires essentiels pour le PAM car elles apportent une contribution complémentaire.

Coordination

28. La coordination des interventions humanitaires est assurée dans le cadre du système d'action groupée, sous la direction des comités interinstitutions au niveau des provinces, pour l'alerte rapide, la planification d'urgence, l'évaluation des besoins et les interventions prioritaires. Ces comités déterminent les stratégies, les manques à combler, les interventions prioritaires et la répartition des fonds communs à l'échelle des provinces.
29. Le PAM dirige le module de la logistique, codirige celui de la sécurité alimentaire et participe aux modules de l'éducation, de la protection et de la nutrition aux niveaux national et provincial. Les fonds communs des Nations Unies seront utilisés pour renforcer l'accès aux écoles, aux marchés et aux abris, en coordination avec les modules. Le PAM participe aux activités de l'équipe de pays pour l'action humanitaire, du groupe de plaidoyer humanitaire et de l'équipe de gestion du programme des Nations Unies.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

30. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200540 contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 4 et 6¹⁸, et elle concorde

¹⁸ Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous; 4 – Réduire la mortalité des enfants; et 6 – Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.

avec la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et les Objectif stratégiques 1, 2, 3 et 5¹⁹.

31. Ses objectifs spécifiques sont les suivants:

- fournir aux personnes déplacées dans leur propre pays et aux réfugiés dans les zones touchées par la crise une assistance alimentaire destinée à sauver des vies (Objectif stratégique 1);
- réduire la prévalence de la malnutrition aiguë en apportant un soutien nutritionnel aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes (Objectif stratégique 1);
- faciliter l'accès aux marchés et à l'éducation, et apporter une assistance nutritionnelle aux rapatriés, aux personnes retournant chez elles et aux communautés en situation d'insécurité alimentaire afin de contribuer aux premières phases de redressement (Objectif stratégique 3);
- renforcer la résistance aux nouveaux chocs des communautés en situation d'insécurité alimentaire grave (Objectif stratégique 2);
- renforcer la capacité des pays de concevoir et gérer des programmes d'alimentation et de nutrition et de se préparer aux catastrophes (Objectif stratégique 5).

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

32. L'IPSR 200167 a permis de venir en aide à 3,1 millions de bénéficiaires par an de 2011 à juin 2013, sous forme d'activités de secours pour les groupes vulnérables et d'activités axées sur le redressement accéléré et le renforcement de la résilience afin: i) de reconstituer les moyens de subsistance; ii) de renforcer la résilience des ménages face aux chocs; et iii) d'améliorer l'accès aux services d'éducation et de santé.
33. L'opération d'urgence 200480 a été lancée en septembre 2012 suite à la flambée des conflits et à la très forte augmentation des déplacements de populations dans les provinces orientales. Elle a permis de venir en aide à 1,2 million de personnes déplacées jusqu'en juin 2013 et de financer les activités de secours fournies au préalable au titre de l'opération d'urgence 200362 dans la Province-Orientale.
34. Pour renforcer la sécurité alimentaire, le PAM a lancé en 2009, en partenariat avec la FAO, une initiative pilote Achats au service du progrès dont l'objectif était d'accroître les revenus des petits exploitants grâce à l'amélioration de la productivité, à la transformation des aliments et au soutien à la commercialisation dans les provinces du Kabalo, du Katanga, du Bikoro et de l'Équateur. En 2012, 8 500 petits exploitants ont reçu une formation portant sur la gestion, les prix et la commercialisation des produits alimentaires, la gestion organisationnelle et l'alphabétisation.

¹⁹ Objectifs stratégiques du PAM: 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; 3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition; et 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

35. Les consultations avec le Gouvernement et les parties prenantes ont été déterminantes pour la révision de la stratégie de pays du PAM et la conception de l'IPSR 200540, sur la base des avantages comparatifs et des compétences du PAM en matière de renforcement des capacités dans les secteurs suivants: i) logistique; ii) transferts d'espèces et distribution de bons; iii) analyse de la sécurité alimentaire; iv) achat locaux; et v) préparation aux catastrophes et interventions en cas de crise. Compte tenu des problèmes de logistique et de financement qui se posent en raison de la situation locale et de l'ampleur des besoins, il faudra que le PAM optimise la cohérence et l'impact de ses activités.
36. Les modalités de transfert sont déterminées en fonction des évaluations du marché, des études de faisabilité, des aspects relatifs à la sécurité et des enseignements tirés de l'expérience. Le suivi post-distribution montre que les transferts sous forme de bons dans l'est²⁰ et les transferts monétaires dans la province de l'Équateur²¹ ont permis d'améliorer l'accès aux vivres et de diversifier le régime alimentaire et que les producteurs et les commerçants ont pu en tirer profit, mais devant la dégradation des conditions de sécurité dans le Nord-Kivu à la fin 2012, les transferts par bons ont été interrompus. L'enregistrement en ligne des bénéficiaires des transferts monétaires et des bons par le biais du système de gestion des opérations en espèces (SCOpe) a été mis en place en 2013 et sera étendu aux bénéficiaires qui reçoivent des vivres.

Grands axes de la stratégie

37. À partir de juillet 2013, le PAM conduira ses activités en RDC dans le cadre de l'IPSR 200540, de l'opération spéciale 200456 pour le soutien logistique et de l'opération spéciale 200504 pour les services aériens humanitaires.
38. La présente intervention a trois composantes:
- secours alimentaire à la suite de chocs, afin de venir en aide aux personnes déplacées et aux réfugiés, et soutien nutritionnel pour les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes;
 - redressement accéléré et résilience, au moyen d'activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA) et de filets de sécurité, de manière à protéger et reconstituer les moyens de subsistance, à faciliter le redressement dans les zones touchées par le conflit et à renforcer la résilience aux chocs dans les zones plus stables; et
 - renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires en matière de planification préalable et d'alerte rapide, de formulation d'une stratégie nationale d'alimentation scolaire, de révision de la politique nationale de nutrition, et d'achats de vivres sur les marchés locaux.
39. La majeure partie des ressources sera consacrée aux composantes de secours et de redressement accéléré. En cas de difficultés de financement, la priorité ira aux interventions destinées à sauver des vies. Les activités de redressement et de renforcement de la résilience s'adresseront autant que possible aux mêmes communautés afin d'optimiser l'impact, dans une démarche fondée sur le cycle de vie et de réduire le coût d'exécution du programme. Les questions transversales comme la parité des sexes, la protection,

²⁰ Enquête du PAM dans les camps gérés par le HCR et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets au Nord-Kivu, mars 2012.

²¹ 2012. Rapport de suivi post-distribution du Bureau de pays du PAM: Programme de transfert monétaire en faveur des réfugiés rapatriés dans la Province de l'Équateur (décembre).

l'enrichissement local des aliments et le renforcement des partenariats seront prises en considération dans toutes les activités.

Secours

40. Les distributions générales de vivres destinées aux personnes victimes de chocs comme les personnes déplacées et les réfugiés seront mises en place pour une durée de trois mois; la poursuite du soutien sera décidée en fonction des conclusions de l'évaluation de la sécurité alimentaire des bénéficiaires effectuée par le PAM et les partenaires. Afin d'encourager leur réinstallation, les personnes déplacées réfugiées de retour chez elles recevront une assistance alimentaire pendant trois mois lorsque les activités de subsistance ne sont pas encore possibles. Le PAM renforcera la planification préalable, les capacités d'intervention et la coordination dans le cadre des modules de la sécurité alimentaire et de la logistique.
41. Le soutien nutritionnel prendra les formes suivantes: i) traitement de la malnutrition aiguë modérée par une supplémentation alimentaire ciblée destinée aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes souffrant de malnutrition; ii) prévention de la malnutrition aiguë par une supplémentation alimentaire généralisée destinée aux enfants âgés de 6 à 23 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes; et iii) soutien aux personnes qui s'occupent des enfants atteints de malnutrition sévère aiguë et recevant une alimentation thérapeutique.

Redressement accéléré et résilience

42. Le soutien au redressement accéléré destiné aux personnes déplacées qui rentrent chez elles, aux communautés d'accueil et aux ménages en situation d'insécurité alimentaire sera fourni dans le cadre d'activités VCA. Le PAM établira des partenariats avec les ONG ayant des capacités en matière de planification communautaire²² afin d'accroître la participation et la prise de décisions communautaires. Des accords-cadres seront conclus pour lier les ONG de petite taille aux plus grandes afin d'optimiser leurs capacités. Dans les zones de retour et de réinstallation, les activités VCA au service du redressement accéléré viseront à améliorer l'accès aux marchés, grâce à la réparation des routes et des installations de stockage, ainsi que l'accès à l'eau salubre, aux produits alimentaires, aux centres de nutrition et aux écoles; elles compléteront aussi les travaux des partenaires dans le domaine de la remise en état des terres, de l'irrigation, du maraîchage, du reboisement et des activités génératrices de revenu, en s'appuyant sur les enseignements tirés du projet pilote Achats au service du progrès. Des activités de renforcement de la résilience seront entreprises dans les zones pour lesquelles le Programme de consolidation de la paix²³ bénéficie d'un financement à long terme prévisible. L'assistance durera entre trois à six mois, en fonction des moyens de subsistance et des besoins saisonniers.
43. Les activités Vivres pour la formation (VPF) serviront à appuyer les groupes vulnérables comme les enfants soldats démobilisés et les victimes de violences sexuelles afin de faciliter leur retour à l'emploi.
44. L'alimentation scolaire fournira un filet de sécurité et protégera l'accès à l'éducation des enfants dans les zones les plus vulnérables et contribuera à la stabilisation et à la consolidation de la paix. Des repas chauds seront servis dans les écoles primaires pendant

²² Action contre la faim, OXFAM, Save the Children et le Conseil norvégien pour les réfugiés.

²³ Provinces de l'Équateur, du Kasai-Occidental et du Kasai-Oriental, du Bandundu et du Bas-Congo, dont une partie est transférée de la MONUSCO à l'équipe de pays des Nations Unies.

toute la durée de l'année scolaire. L'ajout de micronutriments en poudre aux repas sera expérimenté dans les zones du Nord-Kivu où la prévalence des carences en micronutriments est la plus forte, dans le but d'améliorer les résultats scolaires²⁴. Le PAM aidera le Gouvernement à élaborer une stratégie pour un programme national d'alimentation scolaire.

45. Pour prévenir la malnutrition chronique, une supplémentation alimentaire généralisée sera effectuée à titre pilote dans les zones prioritaires afin de prévenir le retard de croissance et les carences en micronutriments chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants âgés de 6 à 23 mois.
46. Les personnes sous traitement antirétroviral et les patients atteints de tuberculose dont l'état nutritionnel s'est dégradé recevront une supplémentation alimentaire jusqu'à ce que les objectifs anthropométriques fixés soient atteints. Une fois la supplémentation terminée, les bénéficiaires pourront recevoir une assistance au titre d'activités VCA pour une période de trois à six mois afin de renforcer leur résilience. Les groupes vulnérables, comme les victimes de violences sexuelles et les enfants soldats démobilisés, recevront des vivres tant qu'ils fréquentent les centres de soutien, ensuite ils recevront une assistance dans le cadre d'activités VPF.

Renforcement des capacités

⇒ *Capacités en matière de planification préalable et d'alerte rapide*

47. Le PAM, la FAO et l'UNICEF continueront à appuyer le système d'alerte rapide du Programme nutritionnel national au Katanga, au Kasai-Occidental, au Kasai-Oriental et au Bas-Congo, étendu au Bandundu et à l'Équateur en 2013. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place aux niveaux national et provincial un système de gestion des risques et des catastrophes qui comprend des plans d'urgence, un système d'alerte rapide et des outils de gestion participative des risques. Le PAM continuera d'évaluer les capacités en matière d'accès routier, de transport et d'entreposage, en particulier dans l'est, afin de renforcer les capacités de planification préalable et d'intervention.

⇒ *Capacités nationales en matière de conception et de gestion des programmes d'assistance alimentaire*

48. Le PAM renforcera les capacités des ministères aux fins suivantes:
 - formuler un programme national d'alimentation scolaire, par exemple en épaulant une commission interministérielle chargée de définir le programme et de déterminer les domaines dans lesquels le PAM peut renforcer les capacités du Gouvernement;
 - examiner et mettre à jour la politique nationale de nutrition; et
 - acheter des vivres sur les marchés locaux, renforcer les liens entre l'alimentation scolaire, les autres activités et les Achats au service du progrès et étudier la possibilité de soutenir l'enrichissement local des aliments.

²⁴ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. janvier 2012. *Resource-Rich Yet Malnourished*. Washington.

49. Les transferts prendront la forme de distributions d'espèces, de bons ou de vivres. Des études seront menées avec la FAO, le Ministère de l'agriculture et le module de la sécurité alimentaire afin de déterminer la modalité qui convient. L'analyse du coefficient alpha²⁵ donne une valeur de 0,54, ce qui montre que le potentiel des modalités fondées sur le marché est satisfaisant; les transferts monétaires et les bons seront utilisés à plus grande échelle pendant l'IPSR 200540.
50. Le choix de transferts sous forme de vivres, d'espèces ou de bons pour les distributions générale de vivres et les activités VCA dépendra de la disponibilité des produits sur les marchés, des conditions de sécurité et des capacités des partenaires. Les bons sont à privilégier dans les zones touchées par des conflits parce qu'ils sont plus sûrs et que les bénéficiaires, notamment les femmes, les préfèrent. Dans d'autres zones, des facteurs comme la présence d'établissements financiers, de partenaires expérimentés et d'un réseau de téléphonie mobile seront pris en considération. Le PAM a déjà procédé à des transferts monétaires et des bons dans les provinces du Katanga, de l'Équateur et du Nord-Kivu; au Sud-Kivu, au Maniema et dans la Province Orientale, des évaluations permettront de savoir si les conditions du marché, le rapport coût-efficacité, les aspects financiers et les capacités des partenaires se prêtent à l'extension de ces modalités.

Stratégie de transfert des responsabilités

51. L'instabilité politique et la faiblesse de la gouvernance entravent la capacité du Gouvernement de gérer une opération de secours et de redressement de grande envergure. Le PAM renforcera les capacités des pouvoirs publics dans le domaine de l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la perspective d'un transfert de ces activités: les structures concernées sont l'Institut national des statistiques agricoles, le Ministère de l'agriculture et le Programme national de nutrition.
52. La pérennisation du programme national d'alimentation scolaire proposé sera fonction de la poursuite de l'engagement des pouvoirs publics. Un projet de développement sera peut-être mis en place en 2016, en coordination avec d'autres institutions des Nations Unies.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

53. La présente IPSR portera secours à 2 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire par an. Le ciblage géographique repose sur la triangulation des résultats du cadre intégré de l'IPC avec les évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition²⁶. Les principales zones ciblées sont classées comme suit: i) phase 4 de l'IPC – zones touchées par les conflits au Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema et Katanga, et zones où la malnutrition aiguë globale est supérieure au seuil de 15 pour cent; et ii) phase 3 de l'IPC – zones de crise aiguë avec des facteurs aggravants comme une malnutrition aiguë supérieure au seuil critique, l'insécurité et des mouvements de population. Les autres indicateurs sont notamment l'indicateur des stratégies de survie et les taux de pauvreté et de scolarisation.

²⁵ Données de suivi des marchés en RDC en décembre 2012.

²⁶ Évaluations du PAM de l'auto-résilience et des dispositifs de suivi dans la Province Orientale (juillet 2011), au Nord-Kivu et au Sud-Kivu (octobre 2011, octobre 2012); évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans le Kasai-Oriental et le Kasai-Occidental (septembre 2011), l'Équateur (avril 2012), le Maniema (mai 2012), le Bandundu (janvier 2013), le Bas-Congo (janvier 2013).

Les personnes déplacées se trouvant dans des camps bénéficieront d'une assistance car 75 pour cent d'entre elles se trouvent en situation d'insécurité alimentaire²⁷.

54. Le ciblage opérationnel sera effectué par le biais de consultations afin de garantir que les priorités sont établies de manière transparente, sur la base des déplacements de population et des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Au niveau des communautés, les catégories ciblées seront les paysans pratiquant l'agriculture de subsistance, les ménages dirigés par une femme, les commerçants, les travailleurs occasionnels et les jeunes sans emploi.
55. Les personnes déplacées immatriculées et contrôlées par des évaluations interinstitutions²⁸, bénéficieront de distributions générales de vivres. L'insécurité alimentaire, la malnutrition et la vulnérabilité des personnes déplacées seront évaluées avec la participation des communautés bénéficiaires, des partenaires coopérants et des partenaires gouvernementaux. Le ciblage individuel sera effectué au niveau des communautés selon des critères transparents établis d'un commun accord.
56. Les interventions VCA seront fonction des besoins évalués, des partenariats²⁹ et de la capacité de mise en œuvre. Elles cibleront des zones où des personnes déplacées ont commencé à revenir dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, la Province Orientale et le Katanga, des zones en situation de transition dans la province de l'Équateur, le Kasai-Occidental et le Kasai-Oriental, et des zones stables au Katanga et au Maniema. Dans la Province Orientale, où les conflits interethniques sont latents, les consultations et la planification avec les communautés seront essentielles. Les activités créatrices de revenus sont encouragées, en particulier pour les femmes.
57. La composante VPF cible les victimes de violence sexuelle et les enfants soldats démobilisés par le biais de centres offrant un soutien psycho-social et une formation. Les activités sont principalement des programmes d'alphabétisation pour adolescents et adultes et des formations débouchant sur des activités génératrices de revenus.
58. L'estimation du nombre de bénéficiaires du volet relatif à la nutrition repose sur les besoins et les capacités des partenaires. Le traitement de la malnutrition aiguë modérée sera mis en place dans les zones où la malnutrition aiguë globale dépasse 10 pour cent, ou 5 pour cent en présence de facteurs aggravants. Si les ressources et les capacités d'exécution le permettent, toutes les zones touchées par les conflits seront couvertes afin d'assurer la continuité du traitement des enfants souffrant de malnutrition aiguë et de fournir un filet de sécurité nutritionnelle. Le début et la fin de prise en charge seront décidés en fonction du protocole national de gestion de la malnutrition aiguë.

²⁷ Réponse rapide aux mouvements de population. 2012. *Rapport d'évaluation Multisectorielle Light. Localité Runyana/Kashenda, Aire de santé Bweremana, Axe Sake Bweremana* (mai). Conseil norvégien pour les réfugiés et UNICEF. Disponible à l'adresse: <http://www.rmp.org/Rapports/3d206c8f-514c-4693-fabb-2124623eabfd.pdf>.

²⁸ Les chefs, représentants des familles déplacées et autres responsables locaux alertent les comités chargés de faire face aux déplacements de population, qui se concertent avec la communauté d'aide humanitaire par l'intermédiaire du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

²⁹ Les capacités des partenaires coopérants seront évaluées en 2013. Le PAM recherchera des synergies avec les ONG qui mettent en œuvre la planification participative et fournissent des articles non alimentaires et une assistance technique.

59. La prévention de la malnutrition aiguë sera mise en place dans les zones où l'on observe un taux de malnutrition aiguë globale supérieur à 15 pour cent, un risque important de dégradation de l'état nutritionnel, ou des taux de mortalité dépassant le seuil critique. La prévention de la malnutrition chronique concernera les zones du Kasai-Oriental où celle-ci dépasse le seuil de 40 pour cent.
60. Les personnes vivant avec le VIH et les patients atteints de tuberculose seront dépistés dans les centres de santé administrant le traitement antirétroviral et le traitement de brève durée sous surveillance directe et seront admis à bénéficier de l'assistance du PAM sur la base de critères anthropométriques³⁰. Le nombre de bénéficiaires est estimé à partir du nombre de personnes prises en charge en 2012.
61. Le volet relatif à l'alimentation scolaire sera mis en œuvre dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire où les taux de scolarisation sont bas, et dans les zones où des personnes déplacées sont de retour. Afin de faciliter une approche fondée sur le cycle de vie, des synergies seront recherchées avec des interventions comme par exemple le soutien nutritionnel pour les enfants d'âge préscolaire. Les activités d'alimentation scolaire seront mises en place dans les provinces suivantes: Province Orientale, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Katanga, Maniema, Kasai-Occidental, Kasai-Oriental et Équateur.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ					
ACTIVITÉ		2013	2014	2015	Total
SECOURS					
Distributions générale de vivres	Vivres	714 900	968 700	635 500	2 319 100
	Transferts monétaires et bons	121 900	127 600	135 400	384 900
Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Enfants de 6 à 59 mois	56 400	133 800	113 800	304 000
	Femme enceintes et mères allaitantes	48 000	103 000	102 400	253 400
Prévention malnutrition aiguë	Enfants de 6 à 23 mois	49 800	101 900	101 900	253 600
	Femme enceintes et mères allaitantes	61 800	67 800	67 700	197 300
Soignants	Soutien à l'alimentation thérapeutique	3 400	6 600	6 600	16 600
Total partiel		1 056 200	1 509 400	1 163 300	3 728 900
REDRESSEMENT ACCÉLÉRÉ ET RÉSILIENCE					
Prévention de la malnutrition chronique	Enfants de 6 à 23 mois	-	1 000	500	1 500
	Femme enceintes et mères allaitantes	-	500	500	1 000

³⁰ Indice de masse corporelle inférieur à 18,5.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ					
ACTIVITÉ		2013	2014	2015	Total
VCA/VPF	Vivres	190 600	194 400	186 000	571 000
VCA	Transferts monétaires et bons	82 900	172 800	190 300	446 000
Alimentation scolaire		834 000	844 800	938 600	938 600
VIH/patients tuberculeux		28 500	61 500	67 700	157 700
Total partiel		1 136 000	1 275 000	1 383 600	2 115 800
Total		2 192 200	2 784 400	2 546 900	5 844 700
Total après ajustement*		1 708 400	2 207 800	1 983 400	4 220 800

* Compte tenu d'un taux de recouplement de 15 pour cent d'une année sur l'autre, de 30 pour cent entre les distributions générales de vivres et les interventions relatives au redressement et de 25 pour cent entre les distributions générales de vivres et les interventions nutritionnelles.

ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

62. Pour les distributions générales de vivres et pour les activités VCA, l'assortiment alimentaire comprend de la farine de maïs enrichie, des légumes secs, de l'huile végétale enrichie et du sel iodé. À leur arrivée, les personnes déplacées recevront pendant cinq jours au maximum des biscuits à haute teneur énergétique. Les rations fournissent des quantités équilibrées de macronutriments et de micronutriments, en respectant les habitudes alimentaires locales.
63. La valeur des transferts faisant appel au marché correspond au coût moyen journalier de l'assortiment alimentaire attribué pour les distributions générales de vivres et au titre de la composante VCA, soit 0,64 dollar, en tenant compte d'un taux d'inflation annuel de 20 pour cent. Les bons correspondront à certains produits alimentaires ou à une somme d'argent et permettront d'obtenir l'équivalent d'un assortiment alimentaire de 2 100 kcal/personne/jour. Les bénéficiaires échangeront les bons contre des vivres, y compris des produits locaux.
64. Pour le traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, la ration sera composée de suppléments nutritionnels prêts à consommer (Plumpy'sup). Afin de prévenir la malnutrition aiguë et chronique, les enfants âgés de 6 à 23 mois recevront un supplément nutritionnel à base de lipides (Plumpy'doz). Les femmes enceintes, les mères allaitantes, les personnes vivant avec le VIH et les patients atteints de tuberculose ayant besoin d'un appui nutritionnel recevront du SuperCereal avec du sucre et de l'huile végétale enrichie. Les personnes qui s'occupent des enfants recevant une alimentation thérapeutique recevront une ration complète de distribution générale de vivres.
65. Les rations distribuées au titre de l'alimentation scolaire seront composées de céréales enrichies, de légumes secs, d'huile végétale enrichie et de sel iodé.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE/TRANSFERT, PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)

Type d'aliment	Distributions générales de vivres		Traitement de la malnutrition aiguë modérée		Prévention de la malnutrition aiguë		Prévention de la malnutrition chronique		Soutien soignants	Personnes vivant avec le VIH*/ patients tuberculeux**	VCA/ VPF	Alimenta-tion scolaire
	Ration complète personnes déplacées/ réfugiés	Ration de transition personnes déplacées de retour	Enfants de 6 à 59 mois	Femme enceintes et mères allaitantes	Enfants de 6 à 59 mois	Femme enceintes et mères allaitantes	Enfants de 6 à 59 mois	Femme enceintes et mères allaitantes				
Céréales	400	400							400		400	120
Légumes secs	120	120							120		120	30
Huile végétale	30	30		25		25		25	30	25	30	10
Sel	5	5							5		5	5
SuperCereal avec sucre				250		250		250		250		
Biscuits à haute teneur énergétique ^a	333											
Plumpy'sup			92									
Plumpy'doz					47		47					
Micronutriments en poudre ^b												0,38
Transferts monétaires et bons (dollars/personne/jour)	0,64										0,64	
TOTAL	555	555	92	275	47	275	47	275	555	275	555	165
Total kcal/jour	2 132	2 132	500	1 175	247	1 175	247	1 175	2 132	1 175	2 132	628
Nombre de jours d'alimentation	90	7	60	270	120	180	180	180	7	180 (*) 240 (**)	22/mois	22/mois

^a Les biscuits à haute teneur énergétique, utilisés seulement durant les quelques jours qui suivent le déplacement, ne font pas partie des distributions générales de vivres.

^b Des micronutriments en poudre seront distribués à titre expérimental à 50 000 écoliers du primaire.

**TABLEAU 3: PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS MONÉTAIRES
ET BONS NÉCESSAIRES, PAR ACTIVITÉ (en tonnes)**

	Céréales	Légumes secs	Huile végétale	Sel	Super Cereal	Plumpy' sup	Plumpy' doz	Biscuits à haute teneur énergétique	Micro-nutriments en poudre	TOTAL
SECOURS										
Distributions générales – vivres	80 703	24 211	6 053	1 009				2 787		114 763
Distributions générales – espèces et bons (en dollars)										20 666 069
Traitement de la malnutrition aiguë modérée			541		5 412	2 357				8 310
Prévention de la malnutrition aiguë			472		4 717		867			6 055
Soutien aux soignants	46	14	3	1						64
REDRESSEMENT ACCÉLÉRÉ ET RÉSILIENCE										
Prévention de la malnutrition chronique			5		45		8			58
VCA/VPF – produits alimentaires	22 222	6 666	1 667	278						30 833
VCA/VPF – espèces et bons (en dollars)										17 522 940
Alimentation scolaire	55 595	14 115	4 597	2 191					10	76 508
Personnes vivant avec le VIH/ patients tuberculeux			630		6 297					6 927
TOTAL, PRODUITS ALIMENTAIRES	158 566	45 006	13 967	3 478	16 470	2 357	875	2 787	10	243 516
TOTAL, TRANSFERTS MONÉTAIRES ET BONS (en dollars)										38 183 009

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Participation

66. Pour ce qui concerne les distributions générales de vivres, des comités composés d'hommes et de femmes sélectionnent les bénéficiaires en fonction des critères convenus, tiennent le registre des bénéficiaires et veillent à ce que les distributions soient enregistrées avec exactitude. Pour les activités VCA et VPF, les communautés participent à la planification, à l'exécution et au contrôle du respect des normes de travail du PAM. Pour le soutien nutritionnel des personnes vivant avec le VIH et des patients tuberculeux, les agents de santé communautaire montrent aux bénéficiaires comment utiliser les produits nutritionnels; ils contrôlent aussi l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes. Les associations parents-enseignants seront de plus en plus associées aux activités d'alimentation scolaire, par exemple dans le cadre des potagers scolaires, ou pour la fourniture de produits frais et l'amélioration des bâtiments scolaires.

Partenaires et capacités

67. Le PAM coopère avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et le HCR pour la tenue des registres des personnes déplacées bénéficiaires. Les produits alimentaires seront distribués par les partenaires coopérants, principalement des ONG. Afin d'atténuer les risques et d'assurer la protection aux points de distribution, notamment pour les femmes, les distributions seront effectuées dans des lieux sûrs, de jour et avec la participation de responsables de la sécurité. Pour les distributions, le PAM suivra les procédures habituelles en matière de campagnes d'information, de mécanismes de traitement des plaintes, de suivi post-distribution et de cartes de ration. Les accords de terrain avec les partenaires coopérants comporteront des dispositions concernant la parité hommes-femmes et les mesures de protection.
68. Pour les transferts monétaires et les bons, le PAM travaillera avec des ONG, des négociants et des prestataires de services financiers expérimentés. Les autorités locales coopèrent avec le PAM et ses partenaires pour intégrer les distributions de bons dans les marchés et assurer la sécurité aux points de distribution. En application de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds adoptée par les Nations Unies, le PAM examinera les capacités de planification, d'exécution et de suivi des ONG partenaires afin de déterminer les domaines dans lesquels le renforcement des capacités est nécessaire.
69. Le traitement de la malnutrition aiguë modérée sera dispensé dans les centres de santé, tandis que la prévention de la malnutrition sera mise en œuvre au niveau des communautés autant que possible. Les activités menées aux côtés de l'UNICEF, du Programme de nutrition national et d'ONG partenaires comporteront une sensibilisation des bénéficiaires aux questions de nutrition, de santé et d'hygiène. Le programme pilote pour la prévention de la malnutrition chronique sera exécuté en collaboration avec l'UNICEF et la FAO. Le PAM et la FAO continueront de coopérer aux fins suivantes: i) associer les distributions de semences et d'outils aux activités VCA afin d'éviter que les semences soient consommées; ii) renforcer les partenariats avec le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'éducation et les ONG en ce qui concerne les potagers scolaires; iii) développer les Achats au service du progrès.

70. Les activités d'alimentation scolaire sont mises en œuvre principalement par des ONG. Le PAM coopérera avec l'UNICEF et les ONG afin de faire en sorte que l'éducation, les fournitures scolaires, l'eau et l'assainissement, le traitement anthelminthique et le module d'enseignement des connaissances de base soient de qualité suffisante. Les achats de légumes secs et de céréales produits localement pour les écoles seront l'occasion d'établir des liens avec les activités Achats au service du progrès. Les possibilités d'enrichissement local de la farine dans les zones de production seront étudiées.

Achats et logistique

71. Le PAM privilégiera autant que possible les achats locaux afin de soutenir les marchés et de réduire les coûts logistiques.
72. Les produits alimentaires importés en RDC arrivent à Mombasa (Kenya), à Dar-es-Salaam (République-Unie de Tanzanie), à Beira (Mozambique) ou à Matadi (RDC), puis des entreprises commerciales assurent le transport par camions jusqu'aux entrepôts du PAM en RDC; les vivres transitent par des entrepôts situés en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda lorsque la capacité de transport est limitée dans les ports.
73. Le PAM fait appel à des entreprises locales pour le transport intérieur en lançant des appels d'offre tous les six mois. Lorsque les transporteurs privés ne sont pas disponibles en raison de l'insécurité ou du mauvais état des routes, le PAM utilise une flotte interinstitutions de 25 camions tout-terrain. Les livraisons sont effectuées dans 800 sites distants de 200 km en moyenne. Les chemins de fer sont parfois utilisés, mais ils sont peu fiables et le transport peut prendre jusqu'à trois mois. Dans l'ouest de la RDC, le PAM achemine par péniches entre 5 et 6 000 tonnes par an.
74. En RDC, les coûts de transport terrestre, entreposage et manutention sont trois à quatre fois plus élevés que dans les pays voisins du fait du mauvais état du réseau routier, des taxes officielles ou non réclamées aux camionneurs et des problèmes de sécurité. Les tarifs de transport ont augmenté de 30 pour cent depuis 2011.

Mécanismes d'exécution

75. Le PAM ou les ONG sélectionneront les négociants et effectueront le ciblage, la sensibilisation, la distribution et le suivi. Les prestataires de services financiers seront chargés des paiements, des transferts monétaires et des remboursements aux négociants. Les contrats seront souscrits directement avec les magasins et les prestataires de services financiers, ce qui permettra d'améliorer le contrôle de l'exécution et de réduire les risques de malversations.
76. Les bons en papier sont échangés dans les magasins contre des produits alimentaires et récupérés par les commerçants, qui sont remboursés par les prestataires de services financiers.
77. Les transferts monétaires directs sont utilisés depuis 2012. Une fois les comptes des bénéficiaires établis, les prestataires transféreront les espèces aux agences des bénéficiaires dans tout le pays. Le PAM utilisera un système de transfert d'espèces par téléphone mobile lorsque la réception est satisfaisante.

Intrants non alimentaires

78. Le PAM et ses partenaires fourniront des équipements et du matériel pour les activités de création d'avoires, et des ustensiles de cuisine, des fourneaux perfectionnés et des traitements anthelminthiques pour l'alimentation scolaire. Le PAM prévoira un soutien complémentaire faisant appel au Gouvernement et à d'autres partenaires, et produira les bons ou les cartes de guichet automatique.

Suivi de la performance

79. Pour analyser la vulnérabilité et évaluer l'impact de l'assistance, le PAM se servira de l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité, des évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, du suivi post-distribution, et d'enquêtes et études nutritionnelles.

80. Les partenaires coopérants rendent compte de leur activité tous les mois. Les 15 bureaux auxiliaires et antennes locales du PAM assurent un suivi rigoureux, les agents passant au moins 25 pour cent de leur temps sur le terrain. Le suivi par les ONG a été expérimenté en 2012 dans des zones où le PAM a un accès limité, et sera étendu le cas échéant.

81. Les données provenant du suivi des effets directs et des produits, qui seront collectées périodiquement, serviront à améliorer la gestion et l'efficacité du programme. Les données centralisées par le biais de SCOpe, ce qui permettra d'enregistrer rapidement les transactions et les rapports sur les paiements en ligne, d'améliorer l'obligation de rendre compte et de réduire les risques. L'utilisation des transferts monétaires et des bons par les ménages et leur impact sur le marché feront l'objet d'un suivi. Le personnel du PAM et les partenaires recevront une formation sur l'utilisation du nouvel outil de suivi et d'évaluation qui sera mis en place dans toute l'institution en 2013.

82. Le PAM suivra les produits et les indicateurs de performance des programmes nutritionnels et entreprendra des enquêtes nutritionnelles. L'activité pilote de prévention de la malnutrition chronique nécessitera un suivi et une analyse solides afin de mesurer son efficacité; il ne sera étendu que si son impact est clairement démontré. Le portefeuille de pays sera évalué en 2014 pour obtenir des informations de nature à étayer la planification des activités.

Gestion des risques

83. Les risques liés au contexte ont trait à une extension possible du conflit accompagnée de nouveaux déplacements de population et de restrictions d'accès entravant les capacités d'exécution du PAM. Là où l'accès est restreint, le PAM collaborera avec des partenaires et fera plus appel à des tiers. Les vivres seront transportés par avion dans les zones inaccessibles d'autres modes de transport, ce qui se traduira par une augmentation substantielle des coûts.

84. Les risques liés aux programmes et les mesures d'atténuation sont les suivants: i) un financement insuffisant: pour se prémunir contre ce risque, le PAM a mis en place une stratégie de mobilisation de ressources; ii) le manque de partenaires disposant de capacités suffisantes: auquel cas les nouveaux accords-cadres permettront de renforcer les capacités des petites ONG en matière de planification communautaire et d'exécution, de suivi et d'évaluation des activités VCA; et iii) les ruptures de la filière d'approvisionnement, qui peuvent être prévenues en ayant recours au mécanisme d'achat anticipé, aux bons, et aux prêts de vivres provenant d'autres opérations dans la région.

Gestion des risques de sécurité

85. Selon le système de niveaux d'insécurité des Nations Unies, la majeure partie du territoire de la RDC est classée au niveau 3, à l'exception de zones situées dans l'est du pays, qui se situent au niveau 4, et de Lubumbashi et Kisangani, qui sont au niveau 2³¹. Le PAM respecte les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes minimales de sécurité des télécommunications, et il veille à la sécurité de son personnel conformément aux directives du Département de la sûreté et de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Le cas échéant, les entrepôts, les convois et les missions de suivi seront mis sous la protection d'escortes armées de la MONUSCO.
86. L'insécurité pourrait obliger le PAM à suspendre les distributions afin de ne pas exposer les bénéficiaires au risque d'être pris pour cible par des groupes armés attirés par les vivres et les biens. Afin d'atténuer les risques, il est possible de distribuer plus fréquemment des rations plus petites et de changer de sites de distribution. Les décisions concernant les distributions seront prises compte tenu d'une analyse des risques qui prendra en considération le principe consistant à ne pas nuire, en veillant particulièrement à ne pas mettre en péril les bénéficiaires du PAM.

³¹ Niveaux d'insécurité des Nations Unies: 1 – minimal; 2 – faible; 3 – modéré; 4 – important; 5 – élevé; et 6 - extrême.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
Produits alimentaires ¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	158 566	91 251 697	
Légumes secs	45 007	24 560 386	
Huile et matières grasses	13 967	18 865 006	
Aliments composés et mélanges	22 489	28 953 756	
Autres	3 488	584 950	
Total, produits alimentaires	243 516	164 215 795	
Transferts monétaires		3 818 301	
Bons		34 364 708	
Total, produits alimentaires, transferts monétaires et bons			202 398 804
Transport extérieur			19 736 783
Transport terrestre, entreposage et manutention			112 363 655
Autres coûts opérationnels directs			19 429 010
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)			74 717 190
Coûts directs pour le PAM			428 645 442
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			30 005 181
COÛT TOTAL POUR LE PAM			458 650 623

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation. Sa composition peut varier.

² Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	26 765 262
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	6 791 539
Personnel local – agents des services généraux	6 470 132
Personnel local – personnel temporaire	8 808 660
Personnel local – heures supplémentaires	68 800
Primes de risque et de sujétion	5 649 700
Consultants internationaux	1 800 000
Volontaires des Nations Unies	787 500
Voyages officiels du personnel	2 774 574
Total partiel	59 916 167
Dépenses récurrentes	
Location des locaux	2 192 302
Charges courantes (électricité, etc.)	671 560
Fournitures et petit matériel	1 094 000
Services de communications	2 803 497
Réparation et entretien du matériel	187 698
Exploitation et entretien des véhicules	1 768 160
Aménagement et entretien des bureaux	931 700
Prestations de services d'organismes des Nations Unies	554 000
Total partiel	10 202 916
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	438 600
Matériel de communication	946 243
Dépenses locales de sécurité	3 213 264
Total partiel	4 598 107
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	74 717 190

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE DE L'IPSR 200540		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1 Réduction de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans et les populations vulnérables ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans – rapport poids/taille en pourcentage Cible: Malnutrition aiguë globale réduite à 5%; référence: 10,7% ➤ Performance du traitement de la malnutrition aiguë modérée Cibles: taux de récupération > 75 %; taux de mortalité < 3 %; taux d'abandon < 15 %; taux de non réponse < 5 % 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les partenaires atténuent d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel, par exemple par des interventions dans le secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène ➤ Aucun épisode important de maladie ou d'épidémie ne se déclare ➤ Les conditions de sécurité demeurent stables et les zones ciblées restent accessibles ➤ Le financement est suffisant et disponible en temps voulu
Effet direct 2 Amélioration pendant toute la durée de l'assistance de la consommation alimentaire des ménages ciblés touchés par une situation d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: > 42 pour 80% des ménages ciblés ➤ Indice des stratégies de survie Cible: diminution du recours à des mécanismes de survie préjudiciables pour 80 % des communautés ciblées 	
Produits 1 et 2 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité, espèces et bons distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés de femmes, d'hommes, de filles et de garçons	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires, des articles non alimentaires, des transferts monétaires et des bons, par catégorie, activité et modalité de transfert, en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage des distributions prévues ➤ Valeur des transferts d'espèces et de bons effectués en temps voulu, en pourcentage des chiffres prévus ➤ Valeur des bons échangés dans les délais impartis, en pourcentage des distributions effectives ➤ Nombre de postes de santé recevant une assistance 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'insécurité ne perturbe pas les distributions ➤ Les partenaires coopérants disposent de capacités suffisantes ➤ Les conditions des marchés restent favorables à l'utilisation des transferts monétaires et des bons ➤ Il ne se produit pas de rupture dans les filières d'acheminement des produits alimentaires ou des transferts monétaires et des bons

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE DE L'IPSR 200540

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 3 Réduction des risques encourus par les communautés ciblées	➤ Score relatif aux avoirs des communautés Cible: en hausse pour 80% des communautés ciblées	➤ Les partenaires complètent les activités en fournissant des articles non alimentaires et en apportant des compétences techniques ➤ Le financement est suffisant et disponible en temps voulu
Produit 3 Avoirs destinés à atténuer les effets des catastrophes créés ou remis en état par les communautés	➤ Avoirs visant à réduire les risques de catastrophes et en atténuer les effets créés et remis en état, par type et unité de mesure	
Effet direct 4 Systèmes d'alerte rapide, plans d'urgence et systèmes de suivi de la sécurité alimentaire mis en place et améliorés avec le soutien au renforcement des capacités apporté par le PAM	➤ Indice de préparation aux catastrophes Cible: à déterminer	
Produit 4 Mesures d'atténuation des catastrophes mises en place avec le soutien au renforcement des capacités apporté par le PAM	➤ Systèmes de réduction des risques et de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets mis en place, par type	
Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition		
Effet direct 5 Adéquation du niveau de consommation alimentaire des ménages, des communautés, des personnes déplacées et des réfugiés ciblés pendant toute la durée de l'assistance	➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: > 42 pour 80% des ménages ciblés ➤ Indice des stratégies de survie Cible: diminution du recours à des mécanismes de survie préjudiciables pour 80 % des communautés ciblées	➤ Les partenaires complètent les activités en fournissant des articles non alimentaires et en apportant des compétences techniques ➤ Les conditions de sécurité demeurent stables et les zones ciblées restent accessibles ➤ Le financement est suffisant et disponible en temps voulu
Produit 5 Comme pour les produits 1 et 2	Comme pour les produits 1 et 2	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE DE L'IPSR 200540

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Effet direct 6 Amélioration de l'accès des communautés ciblées aux avoirs dans les périodes de fragilité et de transition	➤ Score des communautés relatif aux avoirs Cible: en hausse pour 80% des communautés ciblées	➤ L'insécurité ne perturbe pas les distributions ➤ Les partenaires complètent les activités en fournissant des articles non alimentaires et en apportant des compétences techniques
Produit 6 Avoirs relatifs aux moyens de subsistance développés, créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées	➤ Nombre d'avoirs communautaires créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées ➤ Nombre de femmes et d'hommes formés dans les domaines thématiques relatifs à l'appui aux moyens de subsistance	
Effet direct 7 Stabilisation aux niveaux d'avant-crise de la scolarisation des filles et des garçons, y compris au sein des populations déplacées et réfugiées, dans les écoles appuyées par le PAM	➤ Taux de poursuite des études Cible: atteinte dans 85 % des écoles sélectionnées (taux à déterminer grâce à une enquête de référence)	➤ L'insécurité ne perturbe pas les distributions ➤ Les infrastructures scolaires sont utilisables et l'on dispose d'enseignants et de matériel
Effet direct 8 Réduction du retard de croissance chez les enfants et les populations ciblées dans les situations d'après-crise	➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans – rapport taille/âge en pourcentage Cible: 10 % de réduction	➤ Aucun épisode important de maladies ou d'épidémies ne se déclare ➤ Les conditions de sécurité demeurent stables et les zones ciblées restent accessibles ➤ Le financement est suffisant, disponible en temps voulu et prévisible
Effet direct 9 Amélioration de la récupération nutritionnelle chez les personnes vivant avec le VIH et les patients tuberculeux qui souffrent de malnutrition	➤ Taux de récupération nutritionnelle Cible: > 75%	➤ Les partenaires ont des stocks suffisants pour assurer les traitements ➤ Les partenaires coopérants disposent de capacités suffisantes ➤ L'accès aux traitements et aux services est possible
Produits 7, 8 et 9 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes cibles de femmes, d'hommes, de filles et de garçons	➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, par catégorie et activité, et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage des distributions prévues ➤ Effet direct 7 seulement: nombre d'écoles bénéficiant d'une assistance	➤ L'insécurité ne perturbe pas les distributions ➤ Les partenaires coopérants disposent de capacités suffisantes



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE DE L'IPSR 200540

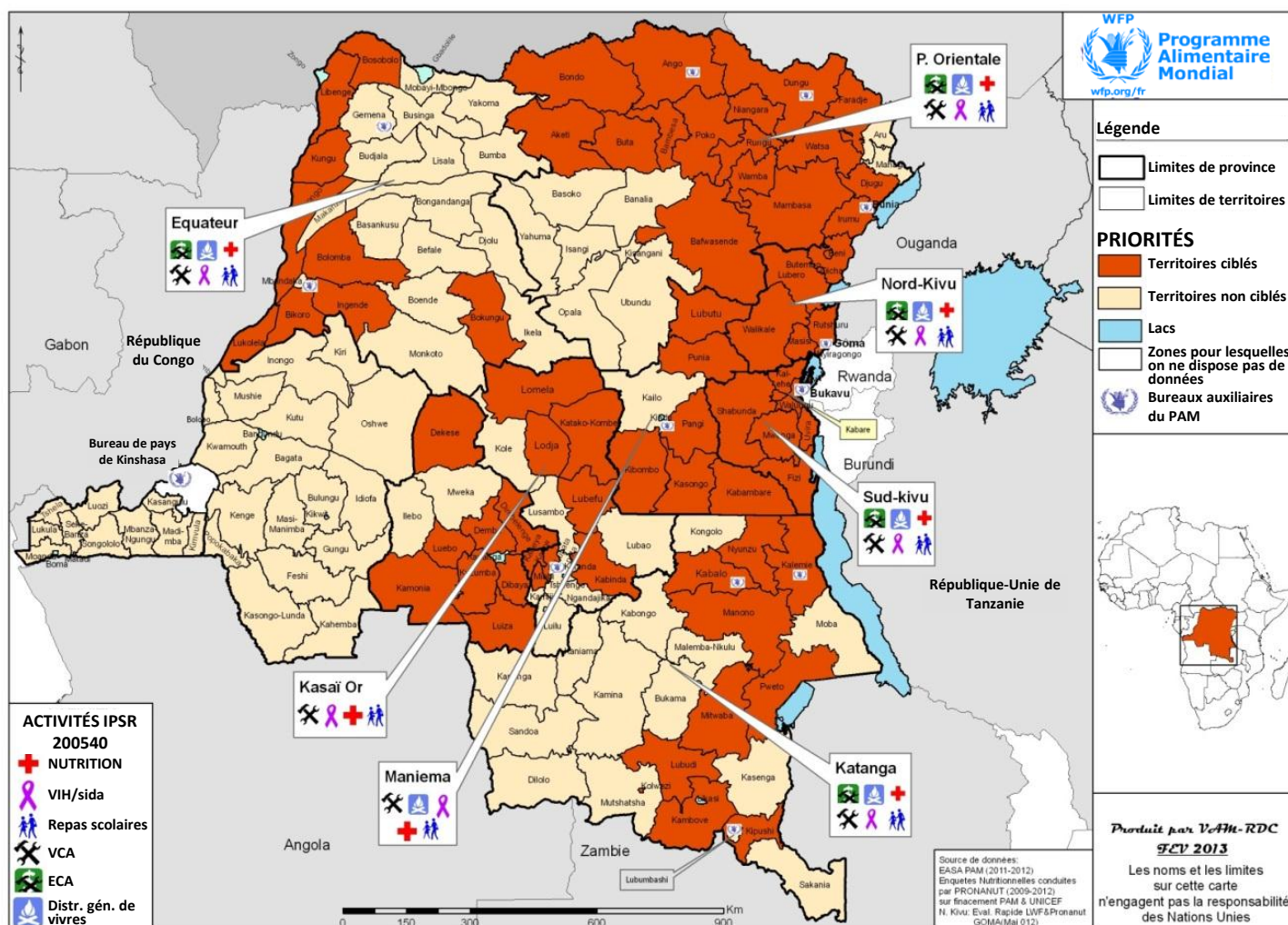
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 10 Développement des possibilités de commercialisation au niveau national grâce aux achats effectués par le PAM sur les marchés locaux à des conditions avantageuses	➤ Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays	➤ Il ne se produit pas de rupture dans les filières d'acheminement des produits alimentaires ou des transferts monétaires et des bons ➤ Les prix sont compétitifs
Produit 10 Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux	➤ Quantité de produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage du total des achats de produits alimentaires	
Effet direct 11 Progrès vers la mise en place des solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale	➤ Indice de capacité nationale ¹ pour l'alimentation scolaire Cible: > 15 d'ici à 2015	➤ L'engagement du Gouvernement en faveur des activités d'alimentation scolaire et de sécurité alimentaire se poursuit, y compris leur financement ➤ Les organisations des Nations Unies et d'autres institutions (par exemple, la Banque mondiale) réalisent des interventions complémentaires de renforcement des capacités ➤ Le financement est disponible
Produit 11 Formation du personnel du PAM, du Gouvernement et des partenaires en matière d'évaluations des besoins, de gestion des produits alimentaires, d'analyse des marchés, de gestion de l'information et de procédures locales d'appel d'offre	➤ Nombre de personnes ayant reçu une formation en matière d'évaluation des besoins, de ciblage, de gestion des produits alimentaires (quantité et qualité), d'analyse des marchés, de gestion de l'information et de procédures locales d'appel d'offre, ventilé par sexe et par catégorie – personnel du PAM, du Gouvernement et des partenaires	



¹ L'indice des capacités nationales mesure les progrès réalisés par rapport à cinq critères de qualité: i) alignement sur les politiques nationales; ii) cadres institutionnels solides; iii) financement et budget stables; iv) conception de programmes de qualité; et v) participation des communautés. L'outil d'évaluation du renforcement des capacités s'appuie sur des critères repris d'un cadre pour le renforcement des capacités établi par la Banque mondiale et adaptés par le PAM.

ANNEXE III

CARTE DES ACTIVITÉS DE L'IPSR 200540



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ECA	espèces pour la création d'avoirs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPC	classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONG	organisation non gouvernementale
PNMLS	Programme national multisectoriel de lutte contre le VIH/sida
RDC	République démocratique du Congo
SCOpe	système pour les opérations de trésorerie
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VPF	Vivres pour la formation